Etude des marchés des céréales en relation avec la sécurité alimentaire, les programmes de transferts monétaires

RD Congo

Novembre 2017
Données collectées en novembre 2017

WFP
World Food Programme
wfp.org

Etude des marchés des céréales en relation avec la sécurité alimentaire, les programmes de transferts monétaires dans les provinces du Kasaï Central, du Kasaï, du Kasaï Oriental, Haut-Katanga

Données collectées en novembre 2017.
Rapport publié en novembre 2017.

Rapport écrit par :

Equipe du Programme Alimentaire Mondial:
Ollo Sib: ollo.sib@wfp.org; Chargé de VAM et M&E
Nadia Mbula: nadia.mbula@wfp.org; Associée à la logistique
Patrick Kabwanga: Patrick.kabwanga@wfp.org; Associé aux Technologies de l'Information et de la communication
Elra Dejager: elra.dejager@wfp.org; Chargé de Logistique

© Programme Alimentaire Mondial

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)
Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie
Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur http://www.wfp.org/food-security ou wfp.vaminfo@wfp.org

Pour plus d'informations, contacter:
Claude Jibidar : Directeur, Représentant du PAM ; claude.jibidar@wfp.org
Sitta Kai-Kai: Directrice Adjointe ; sitta.kai-kai@wfp.org
Raoul Balletto: Chef de Programme: raoul.balletto@wfp.org
Graan Jaff : Chef de Chaine d'Approvisionnement et Services Communs: graan.jaff@wfp.org
Karim Kangbeya : Chargé des Technologies de l'Information et de la communication

Table des matières

1. Résumé exécutif 5

Les marchés ont-ils la capacité de répondre à une augmentation d'au moins 25% de la demande ? 5

L'accès aux marchés est-il garanti à tous, sans aucune forme de discrimination ? 6

Une augmentation d'au moins 25% de la demande ne risque-t-elle pas de provoquer des distorsions sur les marchés ? 7

Le programme peut-il renforcer le tissu économique dans les provinces ciblées en stimulant les échanges ? 8

Comment le programme peut-il se prémunir contre les fluctuations saisonnières, la volatilité et les possibles différences de prix d'une région à l'autre ? 8

Quel est le coût efficacité des programmes de transferts monétaires ? 9

Quels sont les indicateurs les plus déterminants pour une éventuelle révision de la stratégie de mise en œuvre des programmes de transferts monétaires ? 9

Quels sont les risques pré-identifiés pouvant compromettre les résultats attendus du programme ? 9

2. Contexte et objectifs de l'étude de marché 11

3. Objectifs 12

4. Méthodologie et échantillonnage 12

5. Contexte macroéconomique difficile 13

Un cadre macroéconomique difficile 13

Une production agricole en baisse dans les provinces du Kasaï Central et du Kasaï 13

Forte influence des saisons sur la disponibilité céréalière 14

6. Plus de trois (3,2) millions de personnes en insécurité alimentaire 15

7. Stratégies des acteurs des marchés 18

8. Bonne disponibilité des céréales sur les marchés 19

9. Marchés ruraux compétitifs 20

10. Marchés fragmentés 22

11. Saisonnalité et volatilité des prix 24

12. Capacités de stockage, transport et transformation du maïs existantes 25

13. Dépendance et accès physique au marché 26

14. Pouvoir d'achat et termes de l'échange 27

15. Capacité importante de réponse des marchés 27

16. Coût-efficacité des différentes modalités de transfert de l'assistance alimentaire 28

17. Des marchés soumis à des contraintes 28

18. Discussion 29

19. Recommandations 31

Figure 1: Evolution du taux d'inflation en RDC -2012/2017 13
Figure 2: Evolution de la production de céréales et de manioc- 2013/2016 14
Figure 3: disponibilité brute du maïs par tête comparée à la norme de consommation nationale 19
Figure 4: Disponibilité de maïs par tête en 2016 Figure 5: Disponibilité céréalière en proxy calorie en 2016 20
Figure 6: Structure des prix du maïs grain chez les grossistes et les détaillants 21
Figure 7: Evolution du prix nominal de la farine de maïs sur les marchés Congolais et Zambiens 22
Figure 8: Intégration des marches de Lubumbashi et Kalemie avec les marchés de la Zambie (Lusaka et Mansa) 23
Figure 9: évolution de l'indice saisonnier de la farine de maïs sur le marché de Lubumbashi 24
Figure 10: Evolution du prix nominal de la farine de maïs sur les marchés de Mweka, Kazumba et Katanda..... 24
Figure 11: Evolution des termes de l'échange coût du panier alimentaire/ coût du travail journalier agricole (Février-Septembre 2017) 27
Table 1: Evolution de la production de maïs dans les provinces du Kasaï et du Kasaï Central (2013/2016)..... 14
Table 2: Nombre d'enfants malnutris modérés par province 16
Table 3: Stock paysan moyen disponible par ménage 25
Table 4: coût moyen de transport et leadtime 26

1. Résumé exécutif

Située à cheval sur l'Équateur dans la région des grands lacs en Afrique sub-saharienne (ASS), la RDC est le deuxième plus grand pays du continent africain avec une superficie de 2.345.410 km2. Elle partage ses frontières avec 9 pays voisins. Son climat chaud et humide est caractérisé par une forte pluviométrie atteignant parfois jusqu'à 2 000 mm l'an dans la cuvette. Son hydrographie dense et dominée par le bassin du fleuve Congo, fournit d'immenses possibilités d'offre en eau potable, de transport fluvial, d'exploitation halieutique, de production d'électricité, etc. La RDC dispose d'un sol doté de vastes étendues de terres arables aux importantes potentialités agricoles diversifiées.

Le maïs est la principale céréale produite en République Démocratique du Congo (RDC). Il est cultivé à travers toutes les provinces du pays où il est présent dans la quasi-totalité des champs en culture pure ou en association des cultures vivrières et maraîchères. En milieu rural, comme en ville, le maïs occupe une place prépondérante dans le repas quotidien du Congolais. Il constitue une source importante de revenus pour les petits paysans à travers le pays où il est vendu en grains ou sous forme de farine.

L'étude des marchés liée avec les la sécurité alimentaire et les programmes de transfert monétaire/coupons a pour objectif de permettre au PAM- d'affiner sa stratégie d'extension du programme pilote de transferts monétaires dans les provinces du Kasaï Central et du Kasaï. L'étude est basée sur la collecte de données primaires auprès des producteurs, des commerçants et des transporteurs et sur la revue de données secondaires. Les données secondaires proviennent de sources variées, notamment du Gouvernement, de la FAO et du PAM.

Selon les guides élaborés par le PAM, les études de marchés en relation avec les programmes de transferts monétaires doivent viser à apporter des informations spécifiques qui permettent d'évaluer le fonctionnement des marchés.

Ces informations, sous forme de questions-réponses, sont les suivantes :

Les marchés ont-ils la capacité de répondre à une augmentation d'au moins 25% de la demande ?

- Le maïs est la principale culture destinée à la consommation des ménages. Il occupe également une place importante comme source de revenu. Le manioc est le second aliment consommé par les ménages. En 2016, la production céréalière brute nationale (maïs et riz) était estimée à 4 397 184 tonnes, dont 3 373 058 tonnes de maïs. En 2015, la production brute nationale était estimée à 5 333 738 tonnes. Elle a baissé de 18% par rapport à la moyenne des trois dernières années. Par rapport à 2015, la production nationale brute de maïs est en baisse de -1017361 tonnes tandis que la production du riz a augmenté de 80807.44 tonnes ;

- En 2016, la production totale brute de maïs est estimée à 502963 tonnes dans les provinces du Kasaï Central, Kasaï, Lomami et Sankuru. Elle est en baisse de 1.3% par rapport à la moyenne des trois dernières années. Toutefois, l'analyse désagrégée par province montre des baisses importantes de la production de maïs dans les provinces du Kasaï (-64%) et du Kasaï Central (-33%). Par contre, sur la même période, la production agricole a augmenté dans le Sankuru (+120%) et dans le Lomami (+3%) ;

- La province du Haut-Katanga approvisionne les provinces du Kasaï Central et Kasaï Oriental. En 2016, La production totale brute du maïs est estimée à 58 928 tonnes. Elle est en baisse de 70% par rapport à 2015, en raison de l'action cumulée des attaques de chenilles légionnaires et des perturbations

pluviométriques. C'est une production dominée par de petits agriculteurs. Les grands fermiers produisent de grandes quantités de maïs destinées principalement aux brasseries locales et aux entreprises minières. Dans une année normale, la production locale ne couvre que 30 à 40 pourcent des besoins de la province. Le déficit (60 à 70%) est comblé par les importations à partir de la Zambie et de l'Afrique du Sud. La Zambie est la première source d'approvisionnement pour la farine de maïs ;

- Les capacités de stockages existant sur certains marchés, notamment dans les grandes villes. Cependant, les stocks apparents sont faibles car les commerçants approvisionnent les marchés en flux tendus. En effet, chaque commerçant dispose d'en moyen 10-20 sacs de 60 à 70 kg de maïs. Ce stock est écoulé au bout d'une semaine et le commerçant repart s'approvisionner de nouveau. Le coût élevé du stockage, les attaques des insectes piqueurs et la pourriture rapide des stocks en raison de l'humidité élevée expliquent en partie les réticences des commerçants à stocker de grandes quantités de maïs. En plus de ces raisons, la spéculation sur les stocks de maïs est une pratique très courante. Cette pratique est renforcée par l'asymétrie de l'information entre les auteurs et concourt à des prix élevés sur les marchés ;

- Le PAM prévoit d'apporter d'assistance alimentaire sous forme de cash ou de coupons à 50 000 personnes dans un premier temps. La demande annuelle de céréales pour ces personnes est de 7200 tonnes, soit 1,4% de la production locale actuelle. Le marché local aura la capacité d'absorber un telle demande dans un délai d'une à deux semaines. Si cette demande doublait, soit 14 400 tonnes, les commerçants auront besoin de plus de temps pour approvisionner suffisamment les marchés ;

- Les prix du maïs grain sont plus élevés dans les provinces du Kasaï. Cela favorise les transferts de céréales des provinces voisines de l'ex-Katanga vers les provinces du Kasaï. En d'autres termes, le maïs importé de Zambie alimente les marchés urbains tandis que la production locale est vendue sur les marchés ruraux des provinces du Kasai Central et du Kasai Oriental.

L'accès aux marchés est-il garanti à tous, sans aucune forme de discrimination ?

- L'accès aux marchés est libre pour tous les acteurs ; il n'y a aucune barrière identifiée qui limite l'accès des ménages aux marchés. Cependant, depuis les récents évènements, certaines communautés ne participent plus normalement au marché, notamment dans la province du Kasaï ;

- Sur l'ensemble des marchés visités, l'on a rencontré des commerçants en activité depuis au moins cinq ans mais aussi des nouveaux acteurs. Cela prouve un certain attrait pour le commerce de céréales. Toutefois, dans le cas des programmes de transfert monétaires, la participation de commerçants venus de marchés autres que les marchés ciblés pourraient engendrer des tensions ;

- Les prix élevés des produits alimentaires de base sur les marchés du Kasaï, notamment des céréales limitent l'accès au marché pour les plus pauvres. En septembre, le prix de la farine de maïs coût 1284 FC1 à Kazumba contre 649 FC à Lubumbashi. Les prix élevés dans les Kasaï favorisent les transferts de céréales des provinces du Haut-Katanga vers les provinces du Kasaï Central et Kasaï Oriental. Sur le marché de Luiza, le prix de la farine de maïs est passé de 441 FC à 827 FC entre février et septembre 2017, soit une hausse de 87% ;

- L'accès physique difficile est la principale contrainte à l'accès aux marchés dans les provinces du Kasaï. L'enclavement réduit fortement le rayon d'activités de ces marchés, limitant ainsi la participation

[1] CAID, PAM, mKengela, septembre 2017

d'acteurs importants présents dans les provinces voisines. Ainsi, les acteurs déjà présents créent de fait une situation d'oligopole qui favorise la collusion ;

- Les ménages dépensent mensuellement 69865 FC pour l'achat de nourriture, cela représente 90% des dépenses mensuelles des ménages. L'achat d'huile (20%) prend une part importante des dépenses, indiquant que l'accès à l'huile est difficile pour un grand nombre de ménage de la zone. L'enclavement limite l'approvisionnement des produits importés, comme l'huile, le thé, le café et le sucre ;

- L'information est asymétrique sur les marchés de céréales visités. Les commerçants contrôlent l'information qu'ils utilisent pour fixer les prix au détriment des agriculteurs. L'accès aux sources d'information publiques (télévision, ratio, journaux, SMS) est limité pour un grand nombre d'acteurs des marchés.

Une augmentation d'au moins 25% de la demande ne risque-t-elle pas de provoquer des distorsions sur les marchés ?

- L'analyse des coefficients de corrélation montre que les marchés céréaliers sont faiblement intégrés en RDC. Sur ces marchés fragmentés, l'approvisionnement se fait principalement à partir de bassins de production relativement proches. Les marchés ruraux visités sont principalement des marchés de collecte et/ou de consommation connectés directement à ces bassins de production. Les flux entre les bassins de production et les marchés sont relativement courts et très marqués par les saisons agricoles. Les flux importants sont observés durant la période de commercialisation des céréales, notamment entre janvier et septembre ;

- En raison de la fragmentation du système des marchés et de la faiblesse des stocks apparents, les prix fluctuent fortement. Les variations saisonnières sont également très marquées. Le choc d'une injection de cash peut être un couteau à double tranchant. L'enclavement des marchés et le risque élevé de collusion peuvent conduire à une hausse des prix plus ou moins prolongée en cas d'injection de cash. Cependant, les effets négatifs peuvent être contenus si les récoltes prochaines sont moyennes à bonnes et que les bénéficiaires sont fortement sensibilisés sur l'utilisation du cash ;

- Caritas Kananga est l'un des acteurs à organiser une distribution de cash à grande échelle (4000 ménages) à Tshikula. Chaque ménage a reçu 121 000 FC, soit environ 100 USD. Ces distributions de cash sont intervenus en deux phases : octobre-décembre 2016 et mai- juillet 2017. La première phase de distribution est intervenue au début de la crise tandis que la seconde phase a coïncidé avec les récoltes de la petite saison agricole. Les discussions avec ces acteurs montrent que ces distributions de cash n'ont pas perturbé les marchés. Les bénéficiaires ont utilisé une partie du cash (20%) pour l'achat de bien non alimentaires tandis que 80% sont consacrés à l'achat de nourriture. Les bénéficiaires ont acheté les produits alimentaires de base (maïs et manioc) directement auprès des producteurs locaux dans les bassins de production car les prix y sont plus avantageux. Par ailleurs, ces bénéficiaires ont pu se rendre à Kananga (70 km) pour se procurer les biens alimentaires manufacturés. Ces choix ont réduit la pression sur les marchés locaux, limitant ainsi la hausse des prix ;

- A contrario, une hausse importante des prix a été observée lorsqu'une ONG internationale a contracté trois fournisseurs qui ont acheté de grandes quantités de maïs sur les marchés locaux. Dans ce cas, les trois fournisseurs sélectionnés ont littéralement vidé les stocks dans les bassins de production et se sont par la suite accordé sur les prix de vente ; occasionnant une hausse importante des prix ;

- Ces deux exemples montrent que la distribution de cash aurait moins d'impact négatif sur les marchés que des achats locaux, des foires alimentaires ou la distribution de coupons. Les risques de distorsion

de marchés sont limités si cette assistance en cash est ciblé et que les personnes bénéficiaires sont bien sensibilisées/informées sur l'utilisation de ce cash ;

- Il est peu probable que les programmes de transferts monétaires entrainent à eux seuls à une hausse des prix des céréales sur les marchés. Une grande majorité des commerçants déclarent que l'augmentation du nombre de clients ne causera pas une hausse des prix. Moins de 20% des commerçants affirment que les prix augmenteront du fait des programmes de transfert monétaire/coupons. Il est fort probable que les bénéficiaires puissent négocier les prix à la baisse auprès des commerçants, comme l'ont fait les bénéficiaires des distributions de cash de Caritas. Enfin, ces programmes ne limiteront l'accès au marché des ménages non bénéficiaires.

Le programme peut-il renforcer le tissu économique dans les provinces ciblées en stimulant les échanges ?

- La pauvreté monétaire est élevée dans les zones ciblés pour les distributions de cash. Les programmes de transferts monétaires/ coupons améliorent l'intégration des marchés par une injection régulière de liquidité ;

- La distribution de cash dès le mois de janvier 2018 limitera la consommation de semences qui seront distribuées pour la saison agricole B. De plus, la hausse de la demande devrait encourager la reprise agricole d'autant plus les bénéficiaires préfèreront acheter directement auprès des producteurs pour bénéficier de prix complétifs ; l'exemple de la distribution de cash de Caritas le confirme ;

- Les paysans bénéficiaires du cash seront moins tentés de vendre massivement de manière précoce leurs récoltes. Ils pourront ainsi constituer des stocks pour leur propre consommation et profiter de prix plus rémunérateurs lorsqu'ils décideront de vendre leurs productions plus tard ;

- Dans une expérience précédente, Caritas a optimisé l'impact des distributions de cash en organisant des formations sur les activités génératrices de revenu. Ainsi, les bénéficiaires ont consacré une part du cash à ces activités ;

- Le prix bas des produits agricoles est une contrainte pour les paysans locaux. Les programmes de transferts monétaires/coupons en stimulant la demande locale contribuent à améliorer les revenus agricoles et non agricoles des ménages ruraux.

Comment le programme peut-il se prémunir contre les fluctuations saisonnières, la volatilité et les possibles différences de prix d'une région à l'autre ?

- Les commerçants travaillent en flux tendu. Par conséquent, ils connaissent des ruptures de stocks pendant la saison des pluies ; faible disponibilité des céréales, pas d'argent pour constituer un grand stock. Les quantités de maïs échangées par les commerçants baissent de moitié entre la saison sèche et la saison des pluies ;

- Les capacités de transport sont également limitées en saison des pluies. Les routes sont impraticables. La durée des trajets passe du simple au double sur certains tronçons. Les discussions avec les transporteurs indiquent que le nombre de camions est réduit de moitié durant la saison des pluies et les coûts de transport augmentent de manière importante. Le train devient alors le principal moyen de transport utilisé. Les discussions montrent que le train est de plus en en plus régulier sur le trajet Lubumbashi-Mwene-Ditu-Kananga ;

- Pour se prémunir des fluctuations saisonnières, les programmes de transferts monétaires interviendront au moment où la disponibilité des céréales est forte sur les marchés et où les capacités de transport existent ; à partir de janvier et septembre.

Quel est le coût efficacité des programmes de transferts monétaires ?

- L'analyse Omega montre qu'une tonne de farine de maïs importée coûte 1341.81 $ contre 346.67 $ si elle est achetée localement sur le marché de Mwetshi;
- Le coût de transfert par bénéficiaire est 16.08$ pour le cash contre 28.02 $ pour les distributions en nature ;

Quels sont les indicateurs les plus déterminants pour une éventuelle révision de la stratégie de mise en œuvre des programmes de transferts monétaires ?

- Le **prix** : la stratégie de mise en œuvre des transferts monétaires/coupons sera revue si une augmentation rapide et importante des prix est observée ; le seuil d'une hausse de plus de 25% par rapport à la moyenne des deux dernières années peut être une alerte suffisante pour rediscuter la modalité de transfert ;

- La **production locale** est moyenne pour l'approvisionnement des marchés. Dans le cas d'une baisse importante de la production agricole dans les principaux bassins de production, les programmes de transferts monétaires ne peuvent être mis en œuvre ;

- La présence **du réseau mobile** est une opportunité qui permettra le passage à l'échelle des programmes de transfert monétaires;

- La **présence des partenaires** de coopération opérationnels est essentielle à la mise en œuvre réussie des programmes de transferts.

Quels sont les risques pré-identifiés pouvant compromettre les résultats attendus du programme ?

- La situation sécuritaire est globalement calme dans les zones proposées pour la mise en œuvre des programmes de transfert monétaire. Toutefois, les évènements récents et les afflux de personnes peuvent être un facteur de risque pour les opérations de transferts monétaires ;

- Les institutions financières ne sont pas implantées dans les zones identifiées par la mise en œuvre des programmes de transfert monétaires. Le transfert des fonds vers les bénéficiaires doit se faire selon le principe du « Do not harm » ;

- Les limitations officieuses de transferts de produits alimentaire d'une province à l'autre peuvent rapidement alimenter des tensions sur les marchés qui seront préjudiciables aux programmes de transferts monétaires;

- La grande majorité des commerçants et des acteurs locaux ont une connaissance limitée des programmes de transfert monétaire. Les capacités d'approvisionnement limités, le retard des paiements (dans le cas de coupons alimentaire) sont des obstacles à la participation des commerçants aux programmes de transferts monétaires ;

- Les autorités locales tout comme les bénéficiaires potentiels sont pour le moment favorables aux programmes de transfert monétaires. Des tensions persistes encore entre les différents chefs locaux et entre certaines communautés. Elles peuvent être un facteur risque, notamment si l'identification des bénéficiaires est mal faite ;

Les résultats de l'analyse des marchés permettent de formuler les recommandations ci-dessous :

- Les marchés n'étant pas intégrés, les programmes de transferts monétaires cibleront en priorité les marchés qui peuvent s'approvisionner dans les bassins de production proches où la production locale dégage un surplus. Pour l'instant, les marchés du Kasaï Central, notamment dans la zone de santé de Mwetshi, sont plus appropriés pour une distribution de cash à partir de janvier 2018. Le coût moyen du transfert par personne par mois est de 24120 Franc congolais ;

- Poursuivre les distributions alimentaires en nature dans la province du Kasaï dans les zones de santé de Kamonia et de Kamwesha ;

- Améliorer l'information et la sensibilisation sur les programmes de transferts monétaires, pour une meilleure participation des commerçants, producteurs et des bénéficiaires : un grand nombre d'acteurs des marchés ont une connaissance limitée des programmes de transferts monétaires ;

- Soutenir un système national et provincial de suivi et d'information sur les marchés afin de disposer d'informations pertinentes et régulières pour une prise de décision sur les modalités de transferts (monétaires ou en nature) ;

- Améliorer l'accès des commerçants au crédit formel afin d'augmenter leur capacité d'approvisionnement ;

- Poursuivre les efforts visant l'amélioration des infrastructures rurales (routes, ouvrages, etc.) afin de stimuler les échanges interrégionaux (intégration des marches) et ;

- Encourager une approche multisectorielle ou conjointe avec certaines agences des Nations Unies, notamment la FAO dans les zones de retour et les bassins de production.

2. Contexte et objectifs de l'étude de marché

Les résultats du 15ème cycle de l'IPC indique que 7,7 millions de personnes sont « en situation de déficit alimentaire considérable et de malnutrition aiguë à des taux élevés[2] : en termes simples, ces personnes ont faim, elles ne mangent pas assez- ni en quantité ni en qualité. Les conflits et les guerres reccurents sont les principaux vecteurs de l'insécurité alimentaire en République Démocratique du Congo.

La crise humanitaire qui prévaut actuellement dans la région Kasaï a été engendrée par le conflit armé entre les FARDC et une milice Kamuina Nsapu et a eu pour conséquence un déplacement massif des populations à l'intérieur et à l'extérieure du pays. Il a été rapporté par les agences humanitaires que depuis le mois d'aout 2016, plus de 1.3 millions de personnes se sont déplacés dans la région Kasaï. Cette situation a grandement fragilisé la vie des populations et les a exposés à l'insécurité alimentaire.

Le PAM a réalisé en aout 2017, une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les provinces du Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru. Cette évaluation a démontré globalement que 3.2 millions de personnes sont en insécurité alimentaire sévère dont **66% de ces personnes sont dans la province du Kasaï**.

Vue le manque de connaissance en matière de gestion des modalités, le « Cash ou Vouchers » n'est envisagée pour le moment dans le cadre de l'opération d'urgence dans les Kasaï durant la période

[2] IPC Juin 2017

septembre-novembre 2017. Une étude multisectorielle est mieux indiquée pour ressortir l'efficacité et l'effectivité des coûts qui seront déterminé par la « Valeur Omega ».

Cette étude servira de soubassement pour justifier l'opportunité ou non de faire du cash ou voucher dans les régions de Kasaï et Kasaï Central.

3. Objectifs

L'étude des marchés vise à :

- aider à déterminer la part entre les différentes modalités d'intervention (aliment, argent, coupon);
- évaluer la capacité des marchés à absorber un surcroît de demande générée par les transferts;
- émettre des recommandations en temps réel à travers l'interprétation des fluctuations sur les marchés;
- évaluer l'impact indirect de la distribution d'argent sur l'économie locale.

Dans ce cadre, l'analyse des marchés va chercher à répondre aux questions suivantes :

- les marchés ont-ils la capacité de répondre, sur la durée du programme, à une augmentation de la demande?
- l'accès aux marchés est-il garanti, sur la durée du programme, à l'ensemble des personnes ciblées?
- une augmentation de la demande ne risque-t-elle pas de provoquer des distorsions sur les marchés?
- le programme peut-il renforcer le tissu économique des zones ciblées en stimulant les échanges?
- comment le programme peut-il se prémunir contre les fluctuations saisonnières, la volatilité et les possibles différences de prix d'une région à l'autre?
- quels sont les indicateurs les plus déterminants dans la révision de la stratégie d'intervention en cours de programme?
- quels sont les risques pré-identifiés pouvant compromettre les résultats attendus du programme?

4. Méthodologie et échantillonnage

L'étude a exploité les **données secondaires**, dont les séries de prix de la Cellule d'Analyse des Indicateurs de Développement (CAID) collectées de mobile (mKengela) ainsi que celles du PAM, les données sur la production et la consommation et les résultats des enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages menées dans les provinces du Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru.

Des **données primaires** ont été collectées sur la base sur la méthodologie « Trader Survey Guidance » élaborée par le PAM. Des discussions de groupes semi-structurées ont été organisées sur les marchés visités avec les femmes, les hommes et les jeunes. Ces discussions étaient axées sur les caractéristiques des commerçants, l'évolution de la demande, la stratégie de stocks et de formation des prix, l'accès au crédit, l'utilisation des banques, aux marges commerciales, aux contraintes et à la capacité de réponse des marchés.

Des discussions de groupe ont été organisées avec quelques transporteurs rencontré. Elles ont permis de comprendre les stratégies des transporteurs, leurs contraintes, la répartition des marges et capacités de transport.

Des groupes d'agriculteurs ont été rencontrés dans différents villages. Les discussions avec les producteurs sont axées sur les stratégies des producteurs (céréalier), le niveau de la production, les contraintes à la production agricole et l'accès au marché.

Enfin, toutes les informations collectées ont été triangulées auprès **d'informateurs clés**, notamment les églises, des travailleurs des ONGs (ACF, OXFAM, Handicap International, Caritas) et la FAO.

L'étude à couvert les marchés des provinces du Haut-Katanga, du Kasaï Oriental, du Kasaï central et du Kasaï. Dans chaque province, les principaux marchés de consommation et de regroupement ont été visités.

5. Contexte macroéconomique difficile

Un cadre macroéconomique difficile

L'économie de la RDC connaît un fort ralentissement alimenté par la baisse des prix des matières extractives et un contexte politique incertain. Le produit intérieur brut (PIB) a connu une baisse significative aux cours des trois dernières années. L'inflation s'est fortement accélérée, passant de 0.81% en 2015 à 11,3% en 2016. Elle est estimée à 70,7% en novembre 2017. L'inflation alimentaire est beaucoup préoccupante et estimé à 102% en novembre 2017.

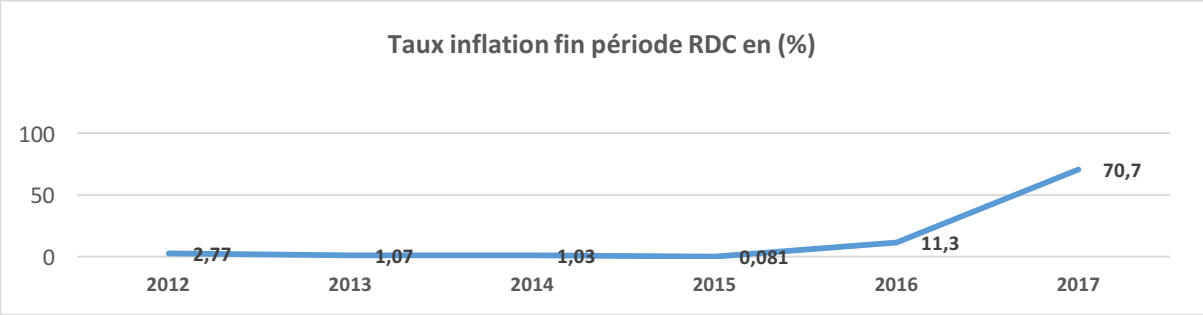


Figure 1: Evolution du taux d'inflation en RDC -2012/2017

Le déficit public (-4,8%) du PIB s'accéléré sur fond de baisse des recettes publiques. Le marché de change connaît de forte tension. Le Franc congolais à perdue 35% de sa valeur en une année. Sur les marchés ruraux, un dollar s'échange contre 1550 FC.

La situation sécuritaire demeure volatile dans le pays. Selon OCHA, le pays compte plus de 3 millions de personnes déplacées internes en 2017. Les crises dans les pays frontaliers, notamment au Burundi, le Sud-Soudan et en République Centrafricaine ont poussé près d'un demi-million de personnes à trouver refuge en RDC.

Une production agricole en baisse dans les provinces du Kasaï Central et du Kasaï

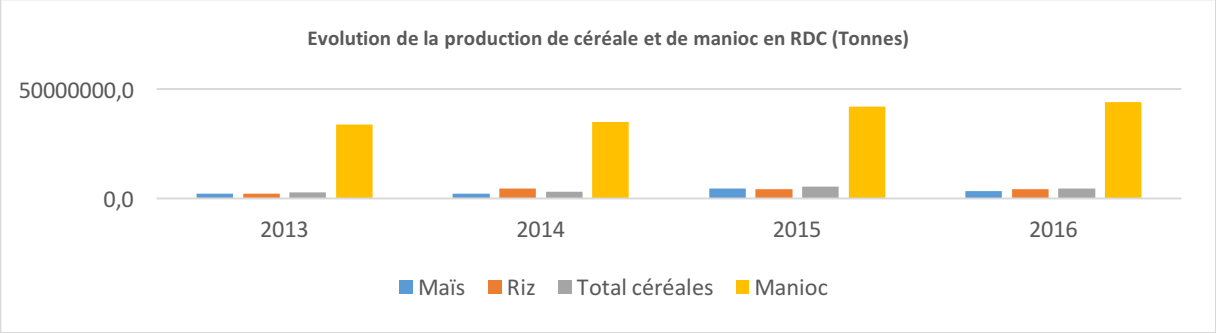


Figure 2: Evolution de la production de céréales et de manioc- 2013/2016

Le manioc, le maïs, le haricot, la banane Plantin et le riz sont les aliments de base en RDC. Le bilan déficitaire de la campagne agricole 2016 montre que la production céréalière, notamment du maïs et du riz, est en hausse 21% par rapport à la moyenne 2013-2015. Les productions de maïs et de riz ont progressé respectivement de de 19% et 16%. En dépit de ces hausses de production, le pays est largement déficitaire et doit importer des produits alimentaires de base. Par exemple, a raison de 400 gr de céréales par personne par jour, les besoins nationaux sont estimés à 11,95 millions de tonnes alors que la production nationale est seulement de 3,37 millions de tonnes.

Toutefois, en 2016, la production de maïs a été en dessous de la normale. Par rapport à 2015, la production de maïs a baissé de 23%. Les attaques de chenilles légionnaires et les déplacements de population justifieraient cette baisse de la production.

Des baisses de production importante ont été enregistré dans les provinces du Kasaï et du Kasaï Central ; -64% et -33% respectivement. Dans ces provinces, les stocks paysans sont quasi nul car ils ont été incendiés.

Table 1: Evolution de la production de maïs dans les provinces du Kasaï et du Kasaï Central (2013/2016)

Production de maïs (tonnes)	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015
Kasaï	122478.0	197410.0	82818.0	48287.1	-64%
Kasaï Central	147024.0	137399.0	98091.9	84899.0	-33%

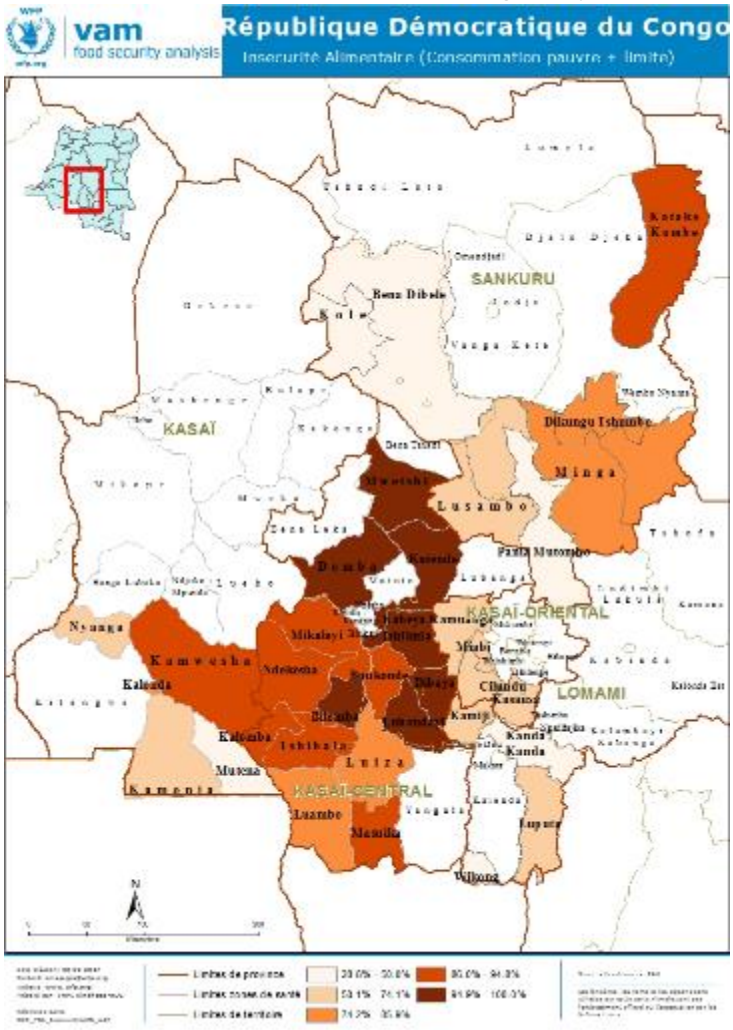
Forte influence des saisons sur la disponibilité céréalière

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Saison A											
R				**P**			**S**			**R**	
Saison B											
S			R							**P**	
Modalités de transfert											
In-kind ou CBT (si marchés fonctionnels)							In-kind				
FFW							Kit Agri				

Les activités des ménages sont fortement marquées par les saisons ; indiquant que les programmes de transferts monétaires et les achats locaux sont soumis à une forte saisonnalité.

6. Plus de trois (3,2) millions de personnes en insécurité alimentaire

Selon les résultats de l'IPC de juin 2017, 7.7 millions de personnes sont insécurité alimentaire et ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence pour faire face à leurs besoins alimentaires de base.



Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en collaboration avec le Cluster Sécurité Alimentaire a organisé une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les provinces du Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Sankuru et Lomami. Cette enquête a couvert tous les territoires de ces provinces en en phase 3 et 4 de l'IPC de juin 2017.

Les résultats de cette évaluation indiquent 3,2 millions de personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire sévère.

L'incidence de l'insécurité alimentaire est forte dans les provinces du Kasaï Central et du Kasaï où près de 2,9 millions de personnes sont affectées ; dont 66% dans le Kasaï.

L'EFSA a mis en évidence plusieurs facteurs qui affectent la capacité des ménages à accéder à une nourriture riche, suffisante et diversifiée :

- L'incidence de la pauvreté (en termes de possession de biens domestiques durables) est élevée car les ménages possèdent très peu de biens productifs durables. Par exemple, seulement 23% des ménages possèdent une bicyclette. La bicyclette est le principal moyen utilisé pour le transport des produits alimentaires vers les marchés ;
- La part des dépenses consacrée à l'achat de la nourriture est élevée (90%). L'huile (20%), céréale & tubercule (15%), fruits (16%) et la viande (13%) occupent une part importante des dépenses mensuels des ménages. Ces résultats montent une forte dépendance des ménages au marché ;
- La vaste majorité des ménages ont contracté une dette alors que l'accès au crédit formel est limité. Aucun ménage enquêté n'a déclaré recourir aux banques ou institutions de micro-finances. Généralement, les ménages s'endettent auprès des commerçants locaux et des membres de famille. Les ménages s'endettent principalement pour acheter de la nourriture, accéder aux soins de santé et mettre les enfants à l'école. Pour rembourser cette dette, les ménages vendent massivement leurs productions à la récolte.
- Les stocks céréaliers des ménages sont très faibles : 30,6 kg de maïs, 112,2Kg de manioc et 2,5 Kg de haricot. Habituellement, les stocks propres ne couvrent que 3,5 mois.
- La possession d'animaux d'élevage est faible. Une grande partie du cheptel a été pillé pour les belligérants. Les ménages pauvres dépendent le plus des marchés pour accéder à la nourriture. Ces

ménages vendent leurs animaux ou s'endettent lorsqu'ils rencontrent des difficultés à accéder à la nourriture ;

- L'accès à l'information est asymétrique pour les ménages. Seuls 28% des ménages ont une radio et 3% ont une télévision ;
- La couverture de l'assistance humanitaire est très faible. Plus de 90% des ménages déclarent n'avoir reçu aucune assistance depuis le début de la crise.
- 35% des ménages ont accès à un téléphone. Ils sont intéressés à prendre part à une enquête en ligne.

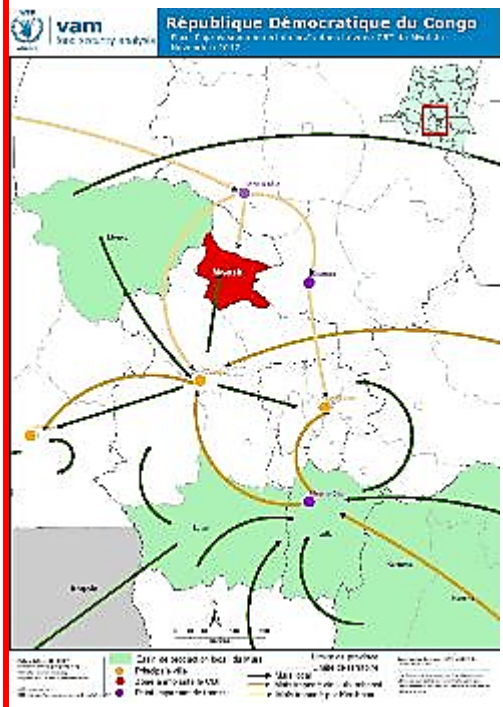
La situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans est toujours préoccupante en RDC et dans les provinces du Kasaï en particulier. Dans les provinces du Kasaï, selon les résultats de l'EFSA d'août 2017, 59%, 44%, 17% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre respectivement en fer, protéines et vitamine A. 85% et 73% des déplacés dans les familles d'accueil ont une consommation alimentaire pauvre respectivement en fer et en vitamine. 63% des femmes ont une consommation alimentaire pauvre en fer. D'après UNICEF, la situation nutritionnelle s'est considérablement dégradée suite au conflit. Dans les cinq provinces du Kasaï. Des alertes nutritionnelles ont signalés dans 11 zones de santé en six mois. 110 500 enfants ont été directement affectés par la crise du Kasaï. Plus de 450 000 enfants souffriraient de malnutrition modérée.

Table 2: Nombre d'enfants malnutris modérés par province

Province	MAM attendus
Kasaï	141 536
Kasaï Central	105 238
Kasaï Oriental	94 195
Lomami	65 674
Sankuru	49 360
TOTAL MAM	456 003

Zone de santé de Mwetshi identifiée pour des potentiels transferts monétaires

La zone de Mwetshi situé à 251 Km au nord de Kananga. La population de la zone de santé est estimée à 119977 personnes réparties sur huit aires de santé dont 53270 sont en insécurité alimentaire sévère. Cette zone est classée est priorité n 1 selon la stratégie de réponse du cluster sécurité alimentaire.



L'agriculture est le principal moyen d'existence. Elle est caractérisée par l'utilisation d'un outillage rudimentaire et de semences non améliorée. La superficie moyenne emblavée par ménage varie entre 0,12 et 0,35 ha. La production moyenne par ménage varie entre 130 et 380 kg. Les discussions de groupe montrent d'un 1/3 de la production des ménages est destiné à la commercialisation. Par contre 2/3 de la production d'arachide est commercialisée.

La production locale est insuffisante pour approvisionner les marchés locaux. Par conséquent, les échanges commerciaux avec les marchés sont essentiellement pour assurer la disponibilité des produits alimentaires et non alimentaires de base. Les discussions de groupe montrent que le marché central de Mwetshi est alimenté par un réseau de marchés locaux repartis sur un rayon de 35 km. En dépit de cela, certains produits de base, notamment le sel, l'huile de palme, le soja, la viande boucanée et le poisson séché sont rares sur le marché central.

L'insécurité a fortement perturbé le marché local. En effet, les déplacements de population ont contribué à la baisse de la production locale depuis plusieurs années. De plus, depuis 2016, les flux de produits alimentaires sont perturbés par l'augmentation des checkpoints et des pillages sur les axes routiers. Par ailleurs, la multiplication des barrages routiers augmente les taxes. Par exemple sur l'axe Bena Dibele, il y a un Cheick point à tous les kilomètres. A chaque barrage, les vélos paient 1000 FC.

Par ailleurs avec le niveau découpage administrative, les taxes sont se sont multipliées. En effet, lors des échanges interprovinciaux les commerçants paient les mêmes taxes pour chaque province traversée.

Le marché de Mwetshi est un marché hebdomadaire. Il est ouvert tous les lundis. Les vendeurs viennent des villages environnants. Le circuit d'approvisionnement du marché est en circuit court à partir d'un réseau local de marchés (Bena tshadi, Bena Nkama, Konsongo-Mule, Tshibamba, Bodisi, Kananga) relativement important. Les échanges réguliers avec la ville Kananga garantissent la disponibilité de produits manufacturés. Des flux importants de maïs partis de Mweka arrivent également à Mwetshi via Kananga. La situation sécuritaire s'améliorant, certains barrages ont été levé sur l'axe Kananga-Mwetshi. Ces flux commerciaux importants favoriseraient la disponibilité des produits alimentaires de base si la demande augmentait. Par ailleurs, l'accès étant difficile, l'entretien de la route principale pourrait se faire par un programme de cash contre travail. Cela faciliterait l'accès à la zone de santé de Mwetshi.

Le réseau téléphonique Vodacom fonctionne dans la localité de Mwetshi de 4h à 23h. Par contre, l'accès internet est très difficile et intermittent. D'une manière générale les hommes possèdent un téléphone portable mais pas les femmes.

Dans le cadre d'une intervention en cash, l'assistance devrait couvrir tous les ménages des localités ciblées, en raison de la forte vulnérabilité et des tensions communautaires probables. Cette assistance doit être donnée aux femmes, en dépit des réticences observées chez certains hommes.

Avec les déplacements répétés et les pillages, la population a perdu énormément de biens, y compris les animaux d'élevage. Les besoins humanitaires sont importants et une part du cash distribué pourrait servir à satisfaire des autres besoins tel que l'achat de biens non alimentaires (casserole pour la cuisson des aliments), de matériaux de construction, de semences et d'animaux reproducteurs.

Trois moulins fonctionnent dans la localité de Mwetshi. Le meka de maïs grain se mout à 300 FC tandis que le seau de manioc se mout à 200 FC.

7. Stratégies des acteurs des marchés

Tableau 1: Cartographie des acteurs des marchés des céréales /DPSA/PAM- Nov-17

La production agricole est assurée par de petits producteurs. Les femmes constituent la principale main d'œuvre agricole. L'âge moyen des producteurs est de 46 ans. Ils emblavent en moyenne 2 ha de terre par cycle culturale. Les agriculteurs associent généralement l'arachide et le maïs, ou l'arachide et le manioc. Le riz est cultivé en très petite quantité.

Cependant, à Mwetshi la superficie moyenne emblavée est d'un hectare. D'une manière générale les superficies emblavées ont considérablement diminué en raison du déplacement, du retour tardif et du manque d'intrants agricoles.

Les discussions avec les producteurs indiquent l'existence d'organisations paysannes ; mais très peu d'agriculture y adhèrent. Par conséquent, il n'y a pas de ventes groupées des récoltes ; chaque paysan vend individuellement sa production. Le manque de moyens de stockage et de revenu pour subvenir aux besoins pousse les paysans à vendre une part importante de leurs productions céréalières immédiatement après les récoltes. D'une manière générale, respectivement 30% et 75% des récoltes de maïs et d'arachide sont destinées à la commercialisation. La vente importante de céréales par les producteurs améliore la disponibilité sur les marchés et ce même en année de déficit. Cependant, les prix payés aux producteurs sont très bas ; c'est un facteur de démotivation des agriculteurs.

Dans les villages, les collecteurs achètent directement auprès des producteurs. Ils les vendent soit à des détaillants, soit à des grossistes. Plusieurs collecteurs sont parfois liés à un même grossiste.
Le commerce de détail est mené principalement par des femmes (+90%). Plusieurs détaillantes sont parfois liées à plusieurs grossistes. Elles se regroupent autour des dépôts alimentaires où elles stockent également leurs marchandises.
Les dépôts sont observés principalement sur les marchés de consommation des grands centres urbains comme à Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Kananga, Tshikapa.

Qu'ils soient, détaillants, collecteurs ou grossistes, les commerçants enquêtés vendent des céréales depuis plusieurs années ; indiquant l'intérêt des commerçants pour le commerce de céréales.

A l'exception de Kamonia ou certaines communautés rencontrent des difficultés à accéder aux marchés, l'accès aux marchés est libre pour tous les acteurs ; il n'y a aucune barrière identifiée qui limite l'accès des ménages aux marchés ; sur l'ensemble des marchés visités, l'entrée de nouveaux acteurs (détaillants et grossistes) est enregistrée. Toutefois, l'accès physique à certains marchés est limité, notamment en saison des pluies.

8. Bonne disponibilité des céréales sur les marchés

Le proxy calorique est utilisé comme indicateur pour analyser la disponibilité des céréales ; il mesure les calories disponibles per capita grâce aux productions agricoles de la zone. Il est obtenu en divisant la production totale brute convertie en kilocalorie par la population totale de la zone administrative considérée et par 365.

L'analyse montre des disparités provinciales importantes de la disponibilité alimentaire dans le pays. D'une manière générale, la disponibilité céréalière est faible dans les provinces du Kasaï et du Kasaï Central.

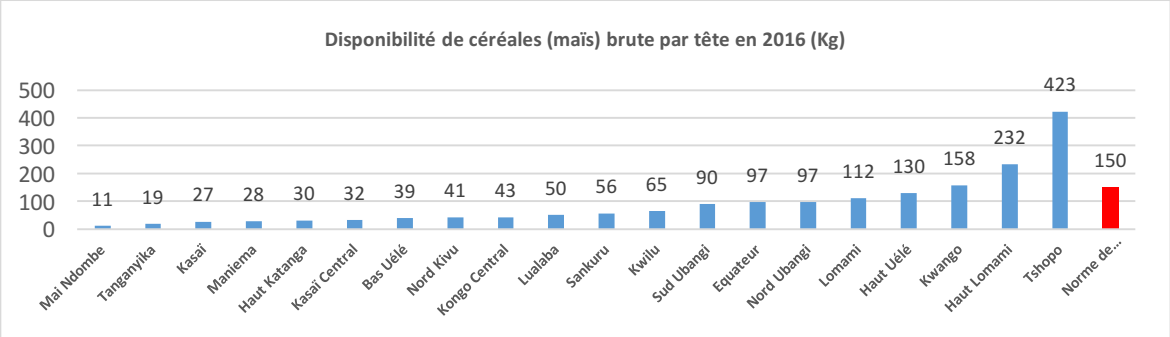


Figure 3: disponibilité brute du maïs par tête comparée à la norme de consommation nationale

La production céréalière brute par tête est un bon indicateur pour apprécier la disponibilité des céréales. Il est déterminé par un simple rapport entre la production brute et la population. La production céréalière par tête est largement en dessous des besoins de consommation.
Pour une norme de consommation de 150 kg par personne en an, seul trois provinces montrent des surplus, notamment les provinces de Kwango, Haut-Lomami et Tshopo. Le surplus enregistré dans les provinces de Haut-Lomami pourraient alimenter les marchés du Kasaï Oriental et du Kasaï Central.

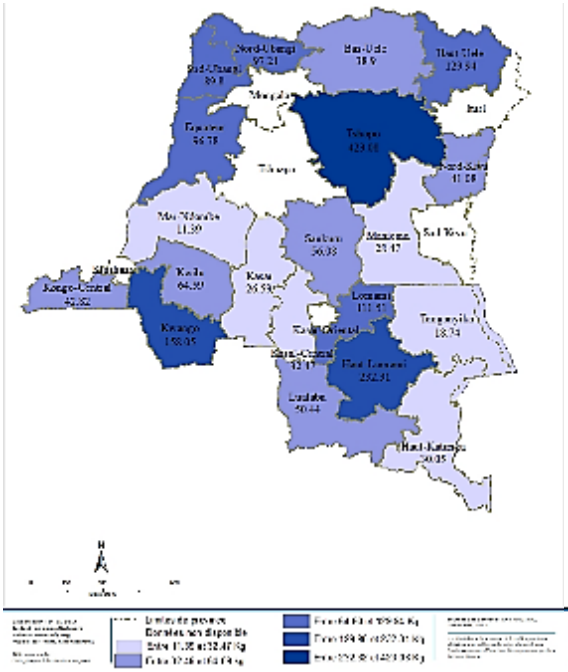


Figure 4: Disponibilité de maïs par tête en 2016

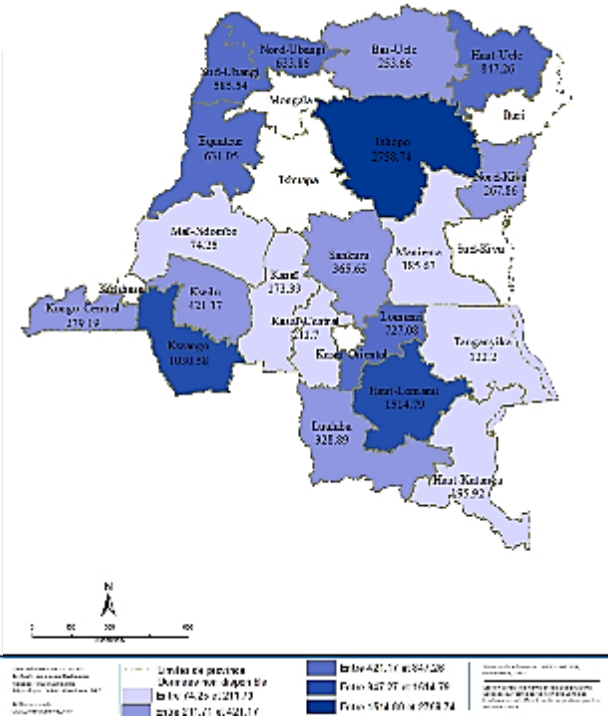


Figure 5: Disponibilité céréalière en proxy calorie en 2016

La commercialisation du maïs dure environ 4 mois et commence à la mi-avril au cours d'une année normale. Au cours des quatre mois, chaque commerçant écoule en moyenne 200 sacs de 60 à 70 kg. L'offre sur les marchés est très éclatée. Des milliers collecteurs collectent la production auprès des agriculteurs dans les principaux bassins de production et les acheminent vers les marchés de consommation. Le marché de céréales, notamment de maïs est dominé par les femmes. D'une manière générale, les commerçants financent leurs activités sur des fonds propres car l'accès au crédit est limité ; leur capacité de rotation des stocks pourrait être limitée.
Disponibilité céréalière par tête en 2016 (Kg).

9. Marchés ruraux compétitifs

Sur les marchés de collecte dans les villages, les collecteurs fixent les prix d'achat aux paysans dans la majorité des cas. Aussi, les marges de négociations des consommateurs locaux est très faible, par conséquent, ce sont les commerçants qui fixent le prix de vente des produits alimentaires.

Sur les marchés de consommation, les grossistes se concertent pour fixer le prix de manière générale. Cependant, il arrive que des commerçants fixent eux même leur propre prix de vente. Sur ces marchés de consommation les grossistes sont en position d'oligopole et le risque de collusion est important.

L'analyse désagrégée montre que le coût du transport est très élevé et un élément déterminant dans la fixation du prix sur les marches pour tout type de céréales. L'analyse désagrégée des prix indique que les coûts de transaction sont élevés ; les commerçants paient un grand nombre de frais, parfois officieux, qu'ils répercutent sur les prix de vente.
Du fait de l'insécurité, plusieurs barrages ont été érigés par des hommes en armes. A chaque passage, un « bayanda » paie 1000 FC par barrage. Sur l'axe Tshikpa-Kananga, entre Kamwesha et Tshikpa, une dizaine de barrages routiers a été érigée, chaque passager paie 1000 FC à chaque barrage.

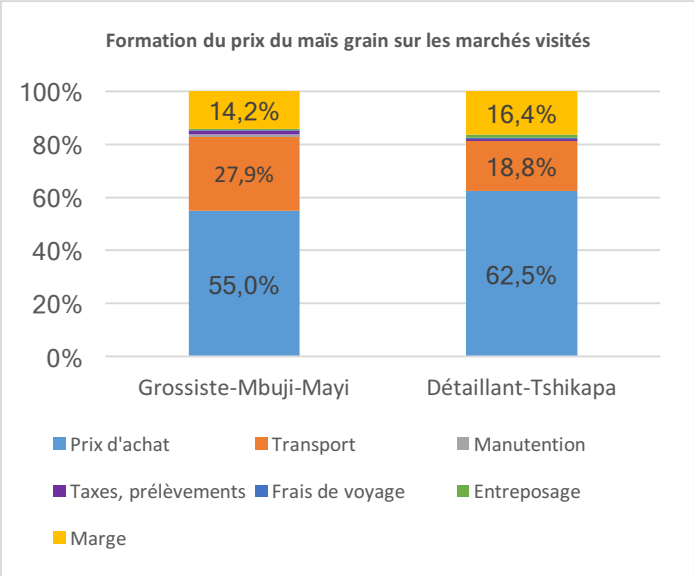


Figure 6: Structure des prix du maïs grain chez les grossistes et les détaillants

L'analyse spatiale indique que les coûts de transports sont relativement plus élevés dans les provinces du Kasaï Oriental et du Kasaï central que dans le Kasaï.

Les marges commerciales sont inégalement distribuées entre les acteurs du marché. Les détaillantes, parfois relies à plusieurs grossistes, et les grossistes, reliés à plusieurs collecteurs, ont des marges plus élevées. De plus, ces détaillantes recourent à plusieurs sources d'approvisionnement.

10. Marchés fragmentés

L'étude des marchés montre que le système des marchés est fragmenté. Des marchés sont reliés à des bassins de production qui les alimentent autour d'un périmètre relativement réduit. Cependant, la production agricole converge vers des points de regroupements importants, notamment les ports fluviaux (Ilebo, Lusambo) et les centres de consommation.

Le chemin de fer joue un rôle important dans la connexion entre les bassins de production et les principaux centres de consommation. L'on note des flux longs et importants le long du chemin fer ; ce qui renforce les échanges interprovinciaux.

L'approvisionnement des provinces du Kassaï Oriental (Mbuji-Mayi) et Kassaï Central (Kananga) se fait principalement par le train, notamment en saison des pluies. Pendant la saison sèche, il est possible d'acheminer des produits alimentaires à Mbuji-Mayi par la route. Le trajet Lubumbashi- Mwene-Ditu-Mbuji-Mayi est emprunté pendant la saison sèche. Les coûts de transport particulièrement élevés limitent les flux commerciaux. Le train est de plus en plus régulier, même si un défaut d'approvisionnement en carburant réduit actuellement les fréquences de voyage. Par ailleurs, le train demeure le moyen de transport le moins cher ; 0,15 USD/Kg contre 0,19 USD/Kg et 0,26 USD/Kg respectivement pour le transport multimodal (train+ route) et pour la route.

Une grande partie des importations de farine de maïs (+90%) à partir de la Zambie entre frauduleusement en RDC. Dans la ville frontalière de Kasumbalesa, plusieurs centaines de porteurs chargés de 2 à 10 sacs de 25 Kg, à pieds ou à vélo, passent différents points de passage le long de la frontière. Contrairement à l'année dernière, la frontière Zambienne est ouverte et la farine de maïs arrive normalement sur les marchés congolais du Haut Katanga.

Les échanges avec les pays voisins, notamment la Zambie et l'Angola sont importants. De la Zambie, la RDC importe de la farine de maïs. Les marchés de la province du Haut-Katanga sont principalement alimentés par ces échanges ; 75% de la consommation de farine de maïs dans cette province est importée de la Zambie. Ces marchés, notamment ceux de Lubumbashi, Kasumbalesa et Likasi sont fortement intégrés aux marchés zambiens de Lusaka et de Mansa.

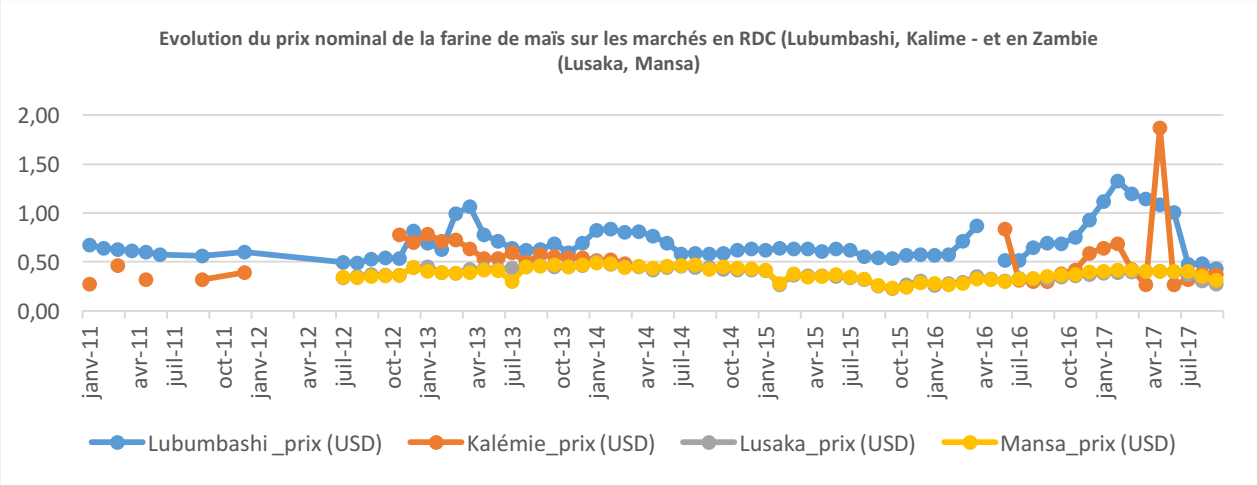


Figure 7: Evolution du prix nominal de la farine de maïs sur les marchés Congolais et Zambiens

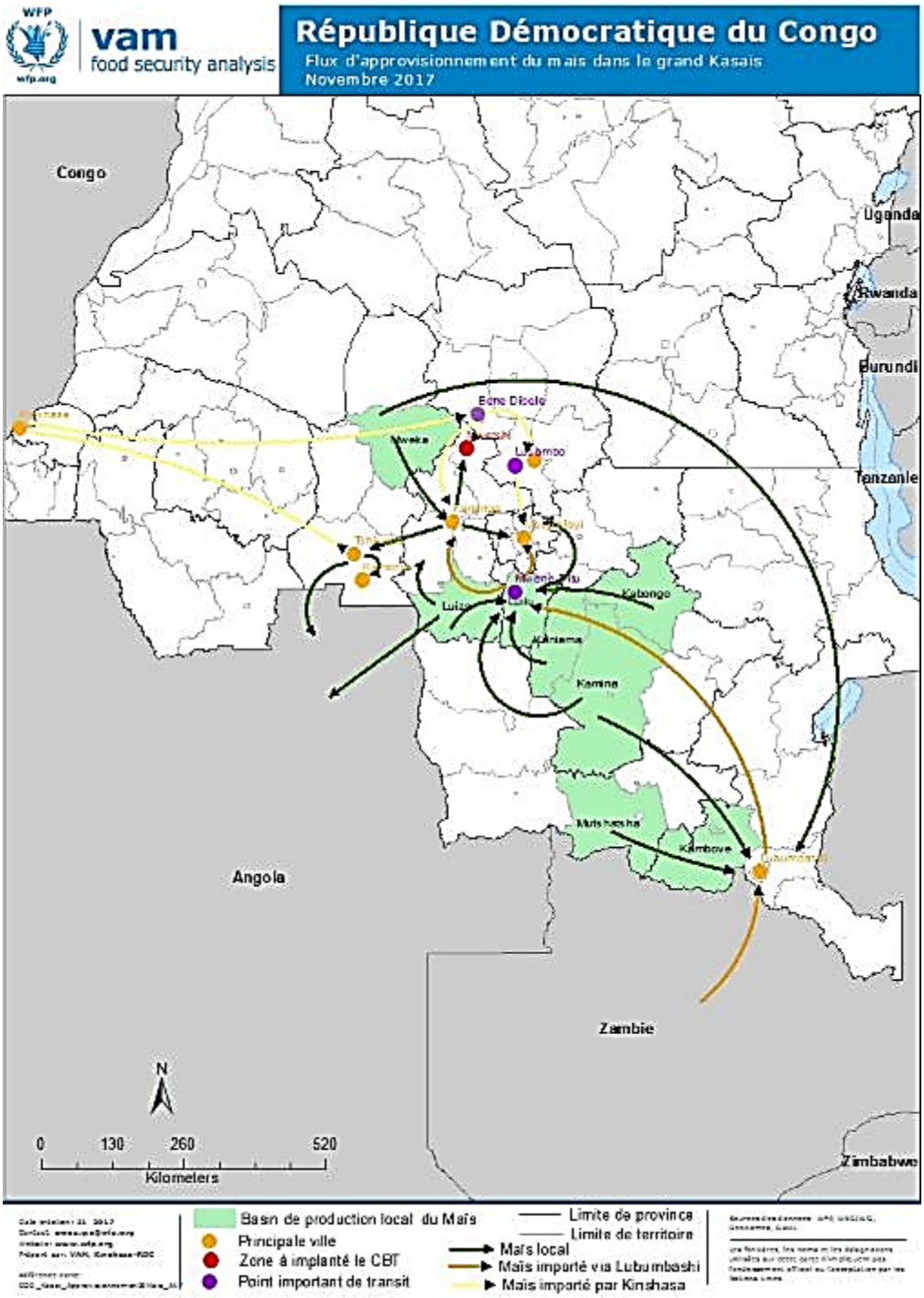
D'une manière générale, les prix de la farine de maïs produite localement sont supérieurs à celle importée de la Zambie ; favorisant les importations et induisant un transfert imporatnt de la production des provinces du Haut-Katanga et du Haut-Lomami vers les provinces du Kasaï Central et

du Kasaï oriental. En effet, le prix de la farine de maïs locale est plus élevé dans les provinces du Kasaï Central et du Kasaï oriental.

	Kalémie	Lusaka	Mansa
Lubumbashi	0.26	0.38	0.39
Kalémie		0.13	0.04
Lusaka			0.93

Figure 8: Intégration des marches de Lubumbashi et Kalemie avec les marchés de la Zambie (Lusaka et Mansa)

Les discussions avec les commerçants de Tshikapa confirment des exportations relativement importantes de la farine de maïs vers l'Angola. En effet, dans le Nord de ce pays, des mines antipersonnelles installés depuis la guerre civile empêchent l'exploitation de plusieurs zones agricoles.



11. Saisonnalité et volatilité des prix

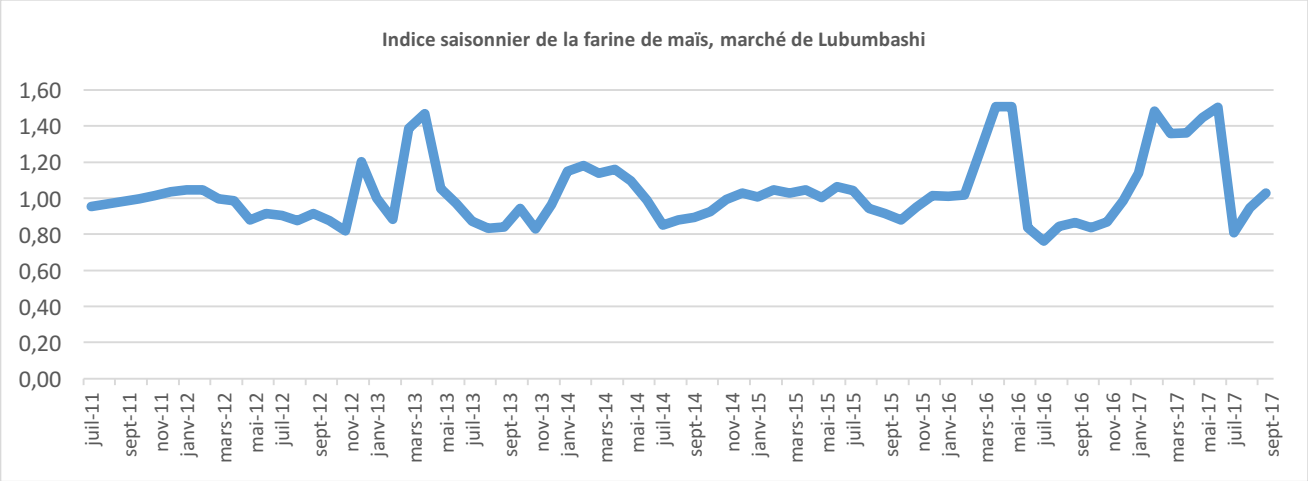


Figure 9: évolution de l'indice saisonnier de la farine de maïs sur le marché de Lubumbashi

En année normale, les prix des produits alimentaires observent une évolution saisonnière marquée. A Mweshi, le Meka de maïs grain coûte 300 FC (Méka=2,5 Kg) à la récolte contre 1000 FC actuellement.

Les prix les plus bas sont enregistrés à la récolte, entre janvier et mars (saison A) et juillet-août (saison B). Ils entament leur hausse saisonnière en avril et atteignent le pic en juin-juillet, juste avant le début des récoltes de la saison B. Par la suite, une hausse saisonnière normale des prix est observée en septembre-octobre, pendant les semis. Les prémisses de récoltes observées en novembre améliorent la disponibilité de maïs sur les marchés, par conséquent, les prix baissent de nouveau.

En lien avec la saisonnalité, les programmes de transfert monétaires sont plus appropriés à partir de janvier, au moment à la disponibilité de maïs est importante et que les prix aux paysans sont les plus bas. Une telle intervention améliorera le revenu des producteurs tout en protégeant les consommateurs d'une hausse importante des prix.

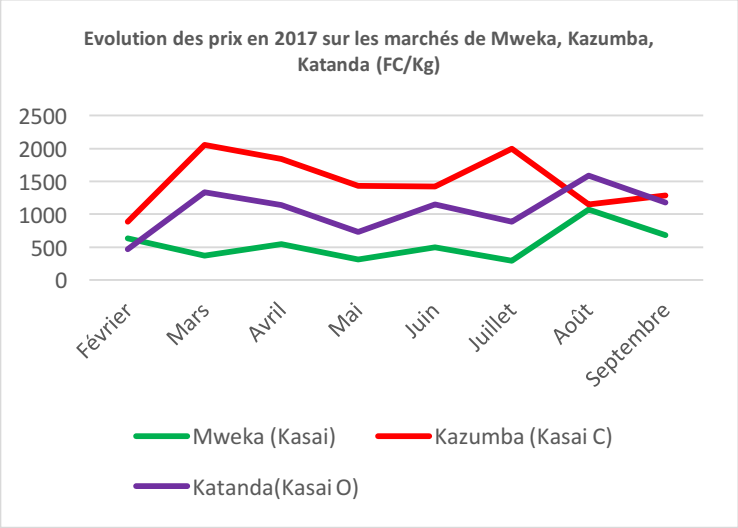


Figure 10: Evolution du prix nominal de la farine de maïs sur les marchés de Mweka, Kazumba et Katanda

L'analyse de l'indice saisonnière montre que les marchés sont soumis à plusieurs chocs qui modifient cette évolution normale des prix. L'insécurité est le principal choc qui perturbe le fonctionnement normal des marchés. Les prix deviennent alors très volatiles comme l'on peut le voir sur le graphique ci-dessous. Le suivi des prix réalisé par téléphone par la CAID et le PAM (mVAM) montre un pic en avril dans les marchés de Kazumba et Katanda alors que normalement, les prix devraient être en baisse à cette période. L'insécurité sur les routes est la principale raison évoquée par les commerçants pour expliquer ce pic.

Les prix connaissent des changements brusques d'un mois à un autre. L'écart entre les prix minimum et maximum est important au cours de la même année. En 2016, ces écarts sont très marqués sur les marchés des provinces du Kasaï Central et du Kasaï ; ceci traduit une incidence marquée des deux mauvaises récoltes sur la capacité d'accès des ménages à la nourriture.

12. Capacités de stockage, transport et transformation du maïs existantes

Les stocks des ménages sont très faibles ; une grande partie de ces stocks ont été incendiés dans les provinces du Kasaï Central et du Kasaï.

Table 3: Stock paysan moyen disponible par ménage

Zones de santé	Stocks moyens par ménage (Kg)		
	Manioc	Maïs	Haricot
ZS Bena Dibele	20.9	5.1	0.0
ZS Bunkonde	124.3	70.0	0.0
ZS Demba	201.2	60.1	0.5
ZS Dibaya	229.6	1.9	2.4
ZS Kabeya Kamwanga	18.3	30.7	0.3
ZS Kalomba	0.0	0.0	0.0
ZS Kalonda	3.0	5.9	0.0
ZS Kamiji	21.6	27.0	0.5
ZS Kamonia	4.0	56.0	0.0
ZS Kamwesha	8.0	22.0	0.0
ZS Kanzala	41.7	106.7	0.0
ZS Kasansa	127.9	26.6	0.2
ZS Luambo	388.7	8.1	0.0
ZS Lubondayi	177.5	7.0	1.8
ZS Luiza	437.7	3.7	0.1
ZS Masuika	500.0	0.0	0.0
ZS Miabi	12.0	3.7	0.0
ZS Mikalayi	0.0	0.0	0.0
ZS Minga	168.1	27.6	8.6
ZS Mutena	0.0	2.0	0.0
ZS Mwetshi	12.2	6.6	3.6
ZS Ndekesha	35.0	34.8	0.0
ZS Nyanga	34.1	61.0	0.9
ZS Tshibala	58.8	13.5	12.5
ZS Tshikula	22.5	2.5	0.0

Les discussions de groupe avec les commerçants ont montré que les capacités de stockage sont limitées dans les zones de collecte ; chaque commerçant dispose d'en moyenne 20 sacs de 35 Méka, soit environ 500 Kg.

Les commerçants travaillent généralement à flux tendus ; par conséquent, la vaste majorité d'entre eux ne constitue pas de grandes quantités de stocks. Cette stratégie est voulue et permet aux commerçants de mieux spéculer sur les prix. Il n'existe pas d'entrepôts publics et greniers communautaires que peuvent utiliser les commerçants.

En raison des mauvaises conditions de stockage, des pertes de stocks sont importants aussi bien chez les ménages que chez les commerçants. Les paysans estiment perdre 30 à 40% de leurs stocks du fait des mauvaises conditions de stockage et des destructions causés par les groupes armés. Chez les commerçants, les pillages et les rackets par des hommes en armes occasionnent régulièrement des pertes des stocks commerciaux.

Les discussions de groupes montrent que le vélo est le principal moyen de transport utilisé. Sur un vélo, la charge varie entre 300 et 500 Kg. Ces transporteurs appelés localement « bayanda » travaille en binôme : le conducteur et le pousseur. Le coût du chargement est compris entre 40 000 et 50 000 FC.

Sur certains tronçons, notamment entre les gares de train ou les ports fluviaux et les marchés de consommation, le transport du maïs est assuré par des camions dont la capacité varie entre 10 et 40 tonnes. En raison des risques élevés d'embourbement et de transbordement des marchandises, les camions de 10 tonnes sont fréquemment utilisés, notamment pendant la saison pluies. Pendant la saison des pluies, le train est le moyen de transport préféré pour le transport des céréales sur les longues distances ; il est également le moyen de transport le moins cher.

Table 4: coût moyen de transport et leadtime

	Coût moyen du transport en saison sèche (FC/Kg)	Coût moyen du transport en saison pluie (FC/Kg)	Temps de parcours en saison sèche (jours)	Temps de parcours en saison de pluie (jours)
Velo	57	90	3	7
Train	233	233	1	3
Camion de 10 tonnes	399	399	2	4

Les discussions avec les commerçants indiquent que ceux-ci ne pré-positionnent pas des stocks de céréales en lien direct avec les capacités de transport limités pendant la saison des pluies ; ces types de stratégies prises par les commerçants sont une contrainte à la mise en œuvre des programmes de transfert monétaire.

Les consommateurs achètent le maïs grain qu'ils font moudre dans des moulins installés dans les marchés. L'on a observé en moyenne deux à trois moulins, fonctionnant avec générateurs, dans chaque village. Le coût de mouture varie selon le type de produit ; maïs : 300 FC/ 1 Meka contre 200 FC/Sceau pour le manioc. Pour les meuliers locaux, le coût élevé du fuel est la principale contrainte rencontrée. Le litre de gasoil varie entre 2900 et 3000 FC dans les villages contre 2800 et 3000 FC à Kananga et 2600 FC à Tshikapa. Sur un litre de gasoil, ils réalisent un marché de 1000 à 1500 FC.

13. Dépendance et accès physique au marché

Les ménages des provinces visités sont des acheteurs nets de céréales. Les résultats de l'EFSA d'août 2017 indiquent que plus de 90% des dépenses sont consacrées à l'achat de nourriture. En moyenne, chaque ménage rural dépense mensuellement 1394 FC per capita pour l'achat de nourriture.

Au cours de l'étude, il a été demandé aux commerçants de comparer le nombre de clients reçus cette année par rapport à la même période l'année dernière. Le nombre de clients a diminué pour chez la majorité des commerçants, en raison des déplacements et du pouvoir d'achat faibles. A Kamonia, un sac de 50 kg est écoulé en plus d'une semaine cette année contre trois jours en temps normal.

Pourtant, un grand nombre de ménages ont besoin de cette nourriture au regard des résultats de l'EFSA qui indique 3.2 millions de personnes sont en insécurité alimentaire sévère.

A l'exception du marché de Kamonia où les commerçants LUBA ont été chassés du marché et leur magasins incendiés, l'accès aux marchés est libre pour tous les acteurs ; il n'y a aucune barrière identifiée qui limite l'accès des ménages aux marchés ; sur l'ensemble des marchés visités, l'entrée de nouveaux acteurs (détaillants et grossistes) est observée.

Toutefois, la distance physique liée au mauvais état des routes est une contrainte à l'accès des consommateurs à certains marchés.

L'information est asymétrique sur les marchés céréaliers. Certains commerçants contrôlent l'information qu'ils utilisent pour fixer les prix au détriment des agriculteurs. L'accès aux sources d'information publiques (télévision, ratio, journaux, SMS) est limité pour un grand nombre d'acteurs des marchés.

14. Pouvoir d'achat et termes de l'échange

Le coût du panier alimentaire moyen pour cinq personnes pour un jour (2,5 kg de maïs, 200 G de haricot, 100 g d'huile de palme) et une journée de travail agricole sont utilisés pour calculer les termes de l'échange. Les termes de l'échange sont un indicateur proxy du pouvoir d'achat des ménages. Ici, ils traduisent le nombre de paniers alimentaires obtenu par un ménage vulnérable qui travaille une journée dans le champ d'une autre personne.

L'analyse fait à partir des prix collectés conjointement par La CAID et le PAM. Le coût moyen du panier alimentaire varie entre 1870 et 5046 FC ; la moyenne est d'environ 2800 FC. Il a considérablement augmenté entre avril et juin, au moment où un grand nombre de personnes se réinstallait dans les villages. Au même moment, le salaire journalier agricole a fortement baissé, passant de 2000 à environ 1400 entre février et juin 2017. Avec le début des travaux champêtres en août, la demande importante de la main d'œuvre a contribué à améliorer le salaire du travailleur agricole (environ 8000 FC).

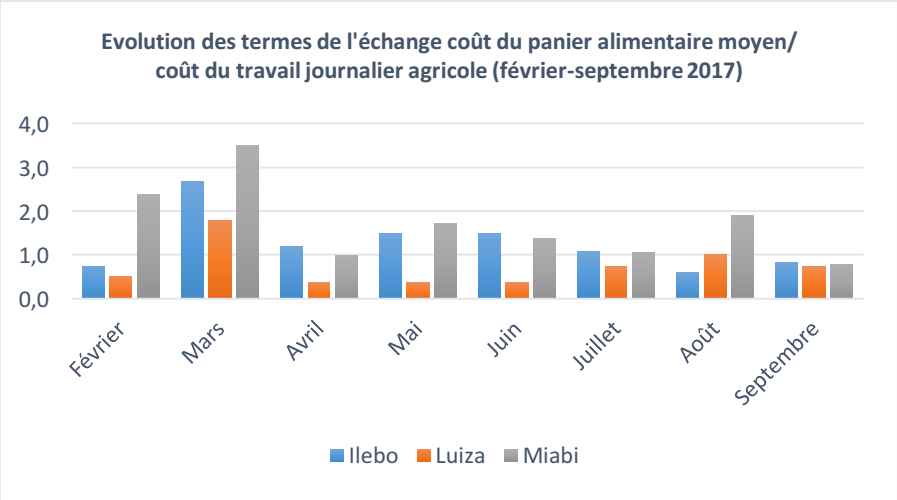


Figure 11: Evolution des termes de l'échange coût du panier alimentaire/ coût du travail journalier agricole (Février-Septembre 2017)

La demande est forte sur les marchés. Elle est progressée de 10 à 49%. La hausse de la demande est à la fois saisonnière (fin de semis) et induite par les personnes déplacées/retournées. Un panier alimentaire moyen à base de maïs coûte 4483 FC et 2,218 FC respectivement sur les marches de Kazumba et de Mweka. Par ailleurs, bien que bas, le pouvoir d'achat des ménages est stable à une tendance à la baisse entre août et septembre 2017. Sur le marché de Luiza, une journée de travail procure 1,03 panier alimentaire à base de maïs en août 2017 contre 0.8 en septembre 2017. La légère détérioration des termes l'échange s'explique par une baisse du salaire journalier agricole. Sur le marché de Ilebo, une journée de travail procurerait 2737 FC en septembre contre 3728 FC en août 2017.

Le salaire du travail agricole journalier ne suffit pas pour acquérir un panier alimentaire de base ; indiquant un faible pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres. Entre mars et septembre, le pouvoir d'achat des ménages pauvres a été divisé par quatre sur le marché de Miabi dans le Kasaï oriental. Le pouvoir d'achat les plus bas sont enregistrés sur le marché de Luiza dans le Kasaï Central ; confirmant une situation alimentaire difficile chez les ménages cette province.

15. Capacité importante de réponse des marchés

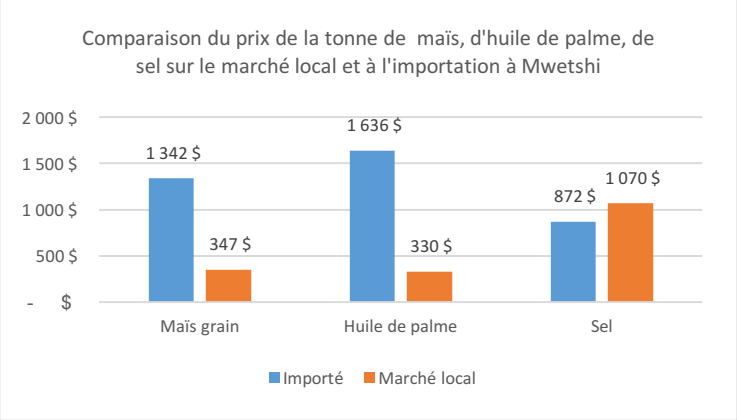
Les discussions avec les commerçants indiquent des capacités de réponse limitées à une hausse de la demande en cette période de l'année. Cependant, pendant les récoltes, à partir de janvier, les marchés devraient réagir positivement au stimulus d'une demande additionnelle (au moins 25%).

Dans la province du Kasaï Central, là où la production agricole a effectivement repris, les commerçants devraient être capables de répondre à une hausse de la demande à partir de janvier 2018. Cependant,

il faut leur faudra un délai d'environ un mois pour rassembler la quantité nécessaire pour répondre à cette demande.

Dans le Kasaï, la production agricole n'a pratiquement pas repris dans la partie Sud de la province. Par exemple, le marché de Kamonia est approvisionné en maïs principalement de la ville de Tshikapa qui elle-même le reçoit du Kasaï Central et de Kamwesha. Les échanges avec l'Angola sont marqués des flux sortants de produits alimentaires (manioc, arachide, maïs) et des flux entrants de biens manufacturés alimentaires et non alimentaires. Ces échanges dépendent fortement du fonctionnement du Bac sur la rivière Lubilanji ; ce dernier est en panne depuis plusieurs semaines, coupant le marché de Kamonia des marchés angolais. Les commerçants de cette partie de la province du Kasaï auront plus de difficultés à participer à des programmes de transferts monétaires.

16. Coût-efficacité des différentes modalités de transfert de l'assistance alimentaire



L'analyse indique qu'il revient moins cher d'acheter sur le marché local qu'importer et acheminer des vivres à Mwetshi.

Pour nourriture un bénéficiaire, l'on dépense en moyenne 28.02 dollars américain pour une distribution de vivres en nature contre 16.08 dollars américain pour une assistance en cash.

	In Kind	Cash
Coût/bénéficiaire/mois	**$ 22.96**	**$ 16.08**

17. Des marchés soumis à des contraintes

Il a été demandé aux commerçants d'indiquer les contraintes qui limiteraient leurs capacités de réponse et l'expansion de leurs activités. L'analyse indique que le manque de transport et son coût élevé, les nouvelles taxes officielles et officieuses sont les deux principales contraintes à limitation des échanges et l'augmentation des capacités des commerçants. De plus, l'insécurité, les tracasseries policières et les barrages routiers et le manque d'infrastructures ne facilitent pas l'évacuation des produits des bassins de production. Pour les céréales, l'offre est irrégulière car le commerce des céréales est affecté par le manque de moyens de transport, l'instabilité de la production agricole.

Par ailleurs, le faible pouvoir d'achat faible des consommateurs milite en faveur des programmes de transferts monétaires. L'analyse désagrégée par type de céréales et de marché confirme ces contraintes ; les commerçants financent leurs activités sur des fonds propres car l'accès au crédit formel est limité, les contraintes liées au transport des vivres réduisant ainsi les capacités de rotation des stocks ; les commerçants ne font pas de crédit à leurs clients ; toutes les marchandises se vendent au comptant.

18. Discussion

Les marchés n'étant pas intégrés, les zones sélectionnées pour les programmes de transferts monétaires doivent être dans les bassins de production ou autour de ces derniers. Autour de ces bassins de production, l'on observe la présence de marchés assez importants dans les villages dans le Kasaï Central.

La zone de Mwetshi est localisée à proximité d'importants bassins de production, comme Mweka. Elle est connectée aux principales voix d'approvisionnement des territoires voisins.

Aussi ces zones doivent pouvoir bénéficier de flux entrants nettement importants en provenance des autres provinces.

Les discussions de groupes dans les villages, avec les partenaires et les observations sur le terrain montrent une reprise relativement satisfaisante de l'activité agricole dans la province du Kasaï Central. Par contre dans la province du Kasaï, le retour est timide et les activités agricoles reprennent à peine.

Les perspectives des récoltes seront moyennes à bonnes dans plusieurs bassins de production, la commercialisation des produits agricoles devrait commencer dès le mois de Janvier ; améliorant la disponibilité des produits alimentaires de base dans les marchés.

L'accès au marché de Mwetshi est garanti pour les potentiels bénéficiaires des programmes de transfert monétaires du PAM. La seule barrière à l'accès au marché est le faible pouvoir d'achat. La sécurité s'est nettement améliorée et les marchés ruraux de la zone de santé fonctionnent normalement de façon hebdomadaire. La distance pour atteindre les marchés est relativement courte réduisant donc les tracasseries et les risques de racket des bénéficiaires.

Ces marchés sont dominés par des détaillantes, commerçantes ou paysannes, il n'y pratiquement de grossistes par conséquent les stocks apparents sont faibles et ces marchés sont approvisionnés en flux tendus. Le vélo est le principal moyen de transport utilisé pour le transport des produits alimentaires ce qui donc limite les volumes disponibles sur les marchés.

Sur les marchés les consommateurs achètent principalement du maïs grain qu'ils font moudre localement ; deux à trois moulins sont disponibles dans chaque localité. Le cout de la mouture est d'environ 300 FC le méka.

La zone de sante bénéficie d'une couverture réseau Vodacom qui fonctionne de 4h du matin à 23h.
La TMB y effectue le paiement des salaires des travailleurs gouvernement et d'autres organisations.

Au cours des discussions de groupe, il a été demandé aux hommes, aux femmes et aux jeunes de choisir la modalité de transfert de l'assistance alimentaire : le cash est apparu comme la modalité préférée par tous les groupes.

Pour les communautés, ce cash permettra d'améliorer l'accès immédiat à la nourriture, de réduire la vente massive et précoce des récoltes et d'allonger la durée des stocks alimentaires.

En dépit de ces avantages, des risques ont été identifiés :

- L'accessibilité à la zone de santé est fortement liée au fonctionnement du pont sur la rivière Lubudi. Le mauvais état actuel de ce pont est un risque pour le bon acheminement du cash et même des staffs du PAM et du partenaire pour le suivi des activités.
- Le manque de moyens de transports peut limiter les flux entrants des produits importés en provenance de Kananga et Bena-Dibele.
- Le cout du fuel élevé dans cette zone peut avoir un impact sur le prix de la mouture réduisant ainsi la part du cash consacrée à l'achat des produits alimentaires. Ce cout de mouture devra être reflété sur le cout du transfert.
- Il existe une crise de confiance entre les populations locales, les leaders communautaires, y compris l'Eglise. La participation de ces leaders dans toutes les étapes de la mise en œuvre des activités sera nécessaire mais le PAM et ses partenaires devront s'assurer de la transparence dans l'élaboration des listes des bénéficiaires.

19. Recommandations

Les résultats de l'analyse des marchés permettent de formuler les recommandations ci-dessous :

- Les marchés n'étant pas intégrés, les programmes de transferts monétaires cibleront en priorité les marchés qui peuvent s'approvisionner dans les bassins de production proches où la production locale dégage un surplus. Pour l'instant, les marchés du Kasaï Central, notamment dans la zone de santé de Mwetshi, sont plus appropriés pour une distribution de cash à partir de janvier 2018. Le coût moyen du transfert par personne par mois est de 24120 Franc congolais ;

- Poursuivre les distributions alimentaires en nature dans la province du Kasaï dans les zones de santé de Kamonia et de Kamwesha ;

- Améliorer l'information et la sensibilisation sur les programmes de transferts monétaires, pour une meilleure participation des commerçants, producteurs et des bénéficiaires : un grand nombre d'acteurs des marchés ont une connaissance limitée des programmes de transfert monétaire ;

- Soutenir un système national et provincial de suivi et d'information sur les marchés afin de disposer d'informations pertinentes et régulières pour une prise de décision sur les modalités de transferts (monétaires ou en nature) ;

- Améliorer l'accès des commerçants au crédit formel afin d'augmenter leur capacité d'approvisionnement ;

- Poursuivre les efforts visant l'amélioration des infrastructures rurales (routes, ouvrages, etc.) afin de stimuler les échanges interrégionaux (intégration des marches) et ;

- Encourager une approche multisectorielle ou conjointe avec certaines agences des Nations Unies, notamment la FAO dans les zones de retour et les bassins de production.